

Les quartiers se mettent à table

Depuis 2014, des "Tables de quartiers" s'installent partout en France. L'idée? Permettre aux habitants des secteurs populaires d'améliorer eux-mêmes leurs conditions de vie. À Marseille, trois centres sociaux s'organisent dans ce sens

Les acteurs des quartiers, c'est nous!" Mourad a trouvé les mots justes. Dans le théâtre de l'Œuvre (1^{er}), ses interlocuteurs applaudissent, convaincus, aux confins de l'euphorie. C'est ici que samedi matin, les Tables de quartiers de toute la France se sont réunies pour partager leurs expériences.

Pour comprendre le principe, il suffit d'écouter Mourad et sa fougue poursuivre son discours. "À Mulhouse, les habitants parlent de leurs problèmes. Et on trouve une solution commune, grâce aux compétences de chacun. L'entraide doit être multiculturelle, intergénérationnelle." À Mulhouse, mais aussi à Roubaix, Toulouse, Fort-de-France, Nîmes ou encore Tourcoing, voilà deux ans qu'on y teste ces fameuses Tables de quartiers, animées par les centres sociaux et les associations qui y sont enracinées. Avec toujours ce même objectif: détecter les enjeux des quartiers, élaborer des projets, y mobiliser les habitants.

Puis, a posteriori, négocier avec les pouvoirs publics locaux afin que ces programmes évoluent. Or, Marseille aussi a vu naître, dans le cadre de cette expérimentation nationale, ses Tables de quartiers. Elles se sont installées à La Rouguière (11^e), Malpassé (13^e) et Saint-Gabriel (14^e).

LA ROUGUIÈRE (11^e)

À la Rouguière, les Tables de quartiers ont accouché de plusieurs projets concrets. Les habitants et travailleurs au sein du centre social ont, par exemple, nettoyé eux-mêmes le passage du Collet des Comtes, un chemin qui jouxte la cité. Ainsi, tous ont pris deux heures pour



◀ Les Tables de quartiers de toute la France se sont réunies à Marseille, dans le théâtre de l'Œuvre (1^{er}). L'occasion de partager les expériences réalisées collectivement. Exemple à Marseille avec les Tables de la Rouguière ▼, de Malpassé ▲ et de Saint-Gabriel (en bas à g.).

/ PHOTOS A.M.T.



rendre cette allée méconnaissable.

L'action est d'ailleurs relatée dans le journal réalisé avec le centre social, *La gazette de la Roug'*. Une revue (le premier numéro est sorti en février dernier) qui donne la parole aux habitants de la cité. Et qui illustre bien l'expérimentation faite avec les Tables de quartiers.

MALPASSÉ (13^e)

"Malpassé, c'est vaste: il y a 17 cités!" Tant bien que mal, Fatima Mostefaoui, animatrice de la Table de quartier locale, a réussi à mobiliser les résidents autour d'un projet quasi universel: l'état des routes du secteur et la sécurité. Ainsi, en février dernier, "on a mis de faux feux rouges à certains endroits, créé

de faux panneaux de signalisation". Dès lors est née une cartographie des points noirs du quartier. "Maintenant, avec les habitants, on va savoir si la Table de quartier a du poids", glisse Fatima.

Car bientôt, tous pourront montrer le travail réalisé aux techniciens, aux élus. Pour ça bouge.

SAINT-GABRIEL (14^e)

Samedi, après le rassemblement au théâtre de l'Œuvre, 40 représentants des Tables de Saint-Gabriel sont partis informer les populations du Canet et de Bon-Secours de leurs actions. "Par écrit, dessin ou autre, les gens nous ont donné leur sentiment sur leur vie de quartier", résume Danielle Ga-

KÉZAKO?

En 2013, le ministre de la Ville François Lamy commandait à Marie-Hélène Bacqué et Mohamed Mechmache, respectivement sociologue et militant associatif, un rapport sur la politique de la ville en France. Et leur demandait de trouver des solutions pour un renouveau sur les questions de participation dans les quartiers populaires. Après un tour de France des quartiers et des associations qui y sont installées, les coauteurs reprennent un projet déjà mis en œuvre au Québec depuis les années 1970: les Tables de quartiers. Mais cette idée-là n'a pas été retenue dans le projet de loi. Qu'à cela ne tienne: les centres sociaux et les associations implantées dans les zones urbaines ont lancé une expérimentation dans toute la France. Douze Tables de quartiers participent désormais au test. Elles sont implantées notamment à Amiens, Mulhouse, Rennes, Toulon ou encore... Marseille.

A.M.T.

lus, directrice du centre social. Aussi, la Table de Saint-Gabriel a permis la réouverture d'un parc, grâce à un gros travail sur le cadre de vie.

À leur mesure, chacune des structures a su montrer que l'expérimentation des Tables de quartiers a un sens. Il ne reste qu'à transformer l'essai.

Antoine MARIGOT

ILS ÉTAIENT SUR LE VIEUX-PORT



Les quartiers? Pas sans eux!

"Pas sans eux" est intrinsèquement lié aux Tables de quartiers. Cette coordination est constituée de représentants et membres d'associations qui ont participé à l'élaboration du rapport rédigé par Marie-Hélène Bacqué et Mohamed Mechmache (lire ci-dessus). Et ils ont su faire parler d'eux, samedi, sur le Vieux-Port, à grands renforts de t-shirts.

/ PHOTO N.Z.

LES 3 QUESTIONS

à Marie-Hélène BACQUÉ coauteure du rapport sur la politique de la ville en France (2013)

"Cet espace autonome est une condition de la démocratie"

Marie-Hélène Bacqué et Mohamed Mechmache sont les auteurs du rapport du ministre délégué à la Ville (juillet 2013), intitulé "Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires". La première est sociologue, le second, militant associatif.

Quel a été le point de départ de votre recherche?

Ce n'est pas une recherche. C'est un travail qui a mis en commun un certain nombre de réflexions, d'expériences. On a fait un tour de France des quartiers, organisé une commission, réuni une conférence de citoyens à Paris...

Je travaille depuis longtemps sur les quartiers populaires et

sur la participation. Une des questions principales qu'on s'est posée c'est: comment donner du pouvoir d'agir aux habitants de ces quartiers?

Les Tables de quartiers se veulent autonomes. Doivent-elles pour autant s'affranchir du politique?

Si on parle d'indépendance vis-à-vis des élus, oui, il le faut. Pour pouvoir avancer dans le débat public, il faut construire sa propre parole. Pour cela, il faut un espace indépendant de réflexion et de construction de cette même parole.

Ensuite, il y a négociation et discussion avec les élus et l'administration. Mais oui, cet espace autonome est une des



conditions de la démocratie.

Les Tables de quartiers n'ont finalement pas été intégrées à la loi. Elles ont été transformées en "conseils citoyens". Est-ce une faute de la part du politique?

Je ne sais pas si c'est une faute mais j'ai considéré que c'était très différent de ce que nous avions proposé à la base. Car on proposait un espace indépendant créé à l'initiative des citoyens. Et, à partir du moment où cet espace existe, les politiques publiques viennent les soutenir. Mais c'est la démarche inverse qui a été décidée, avec des conseils citoyens obligatoires, à constituer par les élus...

Propos recueillis par A.M.T.

SAINT-TRONC

Un bel hommage au courage des pompiers

Un hommage solennel, empreint de gratitude, vient d'avoir lieu sur le parvis de Maison Blanche pour ces héros du quotidien que sont les pompiers. Les hommes du Bataillon de marins-pompiers de Marseille (BMPM) ont été reçus en mairie des 9^e et 10^e arrondissements (les sapeurs-pompiers, invités, étaient en intervention) avec à leur tête, le vice-amiral Charles-Henri Garié, qui commande le BMPM. "Nous avons vécu cet incendie (dans le Parc national des calanques) comme une atteinte à ce que nous avons de plus cher, déplorait le maire de secteur Lionel Royer-Perreaut. Nous sommes très fiers de savoir que nous pouvons compter sur des



Les pompiers ont été salués pour leur courage.

/ PHOTO G.I.B.

hommes engagés dans la protection d'autrui." Julien Ruas, adjoint municipal délégué au BMPM, a soutenu la nécessité de créer des

pistes DFCI et des citernes: "Nous devons la sécurité aux pompiers". Lionel Royer-Perreaut et le député Guy Teissier ont remis la mé-

daille de la mairie de Maison Blanche et de l'Assemblée au vice-amiral Charles-Henri Garié.

G.I.B.

VIEUX-PORT

Le Mouvement pour la paix mobilisé sous l'Ombrière.

Créé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale par les anciens résistants dans le but d'éduquer ou de rééduquer la population sur les valeurs qu'il défend, le Mouvement pour la paix

s'appuie aujourd'hui sur la résolution de l'Onu datant de 2000 et de sa nouvelle définition de la paix: patrimoine culturel de toute l'humanité. Le mouvement se bat contre toutes les dominations (maltraitance, guerre, femmes battues...) et s'est réuni ce samedi sous l'Ombrière pour mobiliser le public à sa cause. La politique n'est jamais très loin puisque le PC, la CGT ou encore le parti de gauche se sont associés à la manifestation qui s'est poursuivie ce dimanche avec une régata dans la rade marseillaise.

Pour Michel Dolot, secrétaire général de la section départementale, "le monde a besoin de la paix mais la paix a besoin de monde".

/ PHOTO N.Z.

